



CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

HOPITAUX DE LUCHON
5, cours des Quinconces
31110 BAGNERES DE LUCHON

Prestations, travaux et fournitures relatives à la maintenance, l'entretien et l'optimisation des installation de sécurité incendie, moyens de secours incendie et des systèmes d'extinction automatique du Groupement Hospitalier du territoire Haute-Garonne - Tarn Ouest

LOT 7 : Maintenance des systèmes de sécurité incendie du CH LUCHON

Note importante :

Le titulaire s'attachera à lire précisément les prescriptions de chaque lot qui sont spécifiques à chaque établissement partie

SOMMAIRE

SOMMAIRE	2
1- OBJET DU MARCHÉ	3
1-1 Allotissement du marché.....	3
1-2 Présentation générale des Hôpitaux de Luchon	3
2- OPERATIONS DE MAINTENANCE.....	4
2-1 Généralités.....	4
2-2 Prestations entrant dans le cadre d'une gestion à bon de commande.....	5
2-3 Qualifications de l'entreprise et de ses personnels	5
2-4 Evolution de la consistance du parc.....	5
2-5 Evolution technologique	6
2-6 Sous-traitance	6
2-7 Consommables et pièces détachées	6
2-8 Définition des niveaux de maintenance.....	7
2-9 Organisation et description des opérations de maintenance préventive	7
2-10 Organisation et description des opérations de maintenance corrective	9
2-11 Gestion de l'organisme de contrôle.....	10
2-12 : Rapports de vérification – Suivi du contrat - Réunions.....	10
3- REGLEMENTATION ET NORMES.....	11
4- ETAT DES INSTALLATIONS.....	12
5- ASTREINTE TECHNIQUE ET OBLIGATION DE RESULTAT	12
6- CONDITIONS D'INTERVENTION.....	13
6-1 : Permis feu.....	13
6-2 : Accompagnement du prestataire	14
6-3 : Amiante.....	14
6-3 : Mise à disposition des locaux	14
6-7 : Remise en place des équipements après intervention.....	14
6-8 : Nettoyage des équipements et des locaux	14
6-9 : Obligation en matière environnementale.....	14
6-10 : Utilisation des équipements des Hôpitaux de Luchon	15
6-11 : Confidentialité	15
7- ANNEXE	16

1- OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché concerne la maintenance préventive et corrective des équipements des Systèmes de Sécurité Incendie (S.S.I) pour :

Les Hôpitaux de Luchon (HDL) :

- Centre de Rééducation Fonctionnelle (C.R.F.),
- Centre de Convalescence et Gériatrie (C.C.G.),
- EHPAD Gabriel Rouy,
- EHPAD Noëlie Sécaïl.

Le présent marché est un marché de « prestations de services ».

Pour toutes les prestations concernées par le présent marché, le titulaire est soumis à une obligation de résultats.

L'opérateur économique devra avoir une parfaite connaissance de la réglementation, des techniques et matériels installés qui constituent le parc à maintenir objet du présent marché. Ce marché devant être exécuté sur un site en activité, particulièrement sensible en raison de ses spécificités architecturales, l'opérateur économique devra respecter des contraintes spécifiques en matière d'hygiène et de sécurité.

1-1 Allotissement du marché

Lot 5 : Hôpitaux de Luchon (HDL)

- CENTRE DE REEDUCATION FONCTIONNELLE (CRF)
5, cours des Quinconces - 31110 BAGNERES DE LUCHON
- EHPAD Gabriel ROUY et Centre de Convalescence et Gériatrie (CCG)
1, bd Charles de Gaulle - 31110 – BAGNERES DE LUCHON
- EHPAD Noëlie SECAIL
1 Route du Col des Ares, 31510 Antichan-de-Frontignes

1-2 Présentation générale des Hôpitaux de Luchon

Les différentes structures des Hôpitaux de Luchon permettent à la population de la région d'accéder à une offre de soins de qualité avec des équipes médicales et soignantes disponibles et disposant des compétences reconnues, pour assurer une activité de rééducation et de réadaptation en Service de Soins de Suite et de Réadaptation et pour répondre à une demande d'hébergement en résidence pour personnes âgées dépendantes.

SITES	Surface (m²)	Adresse
Centre de Rééducation Fonctionnelle	8 417	5 Cours des Quinconces 31110 BAGNERES-DE-LUCHON
EHPAD GABRIEL ROUY & Centre de Convalescence et de Gériatrie	6 412	4 avenue Alexandre Dumas 31110 BAGNERES-DE-LUCHON
EHPAD Noëlie SECAIL	4 100	Col des Ares 31510 ANTICHAN-DE-FRONTIGNES

2- OPERATIONS DE MAINTENANCE

2-1 Généralités

Le titulaire s'engage à assurer l'entretien de toutes les installations tel que décrit dans la norme NF S 61-933 :

Maintenance préventive : les visites et interventions de maintenance préventive ont pour but de réduire les risques de pannes et de maintenir dans le temps les performances des équipements à un niveau proche de celui des performances initiales.

Maintenance corrective : la maintenance corrective a pour but de rétablir les fonctions d'un équipement après la défaillance de celui-ci ou la dégradation de ses fonctions.

La maintenance corrective comprend :

- La localisation de la défaillance et son diagnostic ;
- La remise en état avec ou sans modifications ;
- Le contrôle de bon fonctionnement.

D'une manière générale, le titulaire est responsable de l'entretien, du diagnostic précis en cas de panne et de la réparation de ces installations.

Il assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations ainsi que le bon fonctionnement des installations à l'issue de chaque intervention.

Le titulaire est le seul responsable des dommages que l'exécution de ses prestations pourrait causer, soit directement, soit indirectement :

- A son personnel,
- A ses tiers,
- A ses biens ou aux biens qui lui sont confiés dans le cadre du marché (réparation entièrement à sa charge quel que soit le montant des fournitures).

Le titulaire s'engage à :

- Participer aux essais de mise en service de nouveaux équipements afin de prendre en compte ces équipements dans le cas où un avenant au présent marché était conclu,
- Réaliser le suivi du contrôle triennal et participer aux commissions de sécurité,
- Former et habiller les exploitants aux manipulations liées au fonctionnement des systèmes SSI ainsi qu'une formation plus technique pour les agents du service technique afin qu'ils puissent veiller au bon fonctionnement des SSI et intervenir sur de petits dépannages. Cette formation aura lieu au moins une fois par an, la date sera convenue avec le responsable des Services Techniques lors des visites périodiques.

Actuellement, les systèmes de sécurité en place sont de marque SIEMENS, le titulaire aura à sa charge l'ensemble des démarches administratives nécessaires pour répondre au présent cahier des charges (habilitation, codes d'accès, programmation...).

Le personnel devra obligatoirement être muni d'un badge avec photo délivré par son entreprise lors de tout déplacement dans les différents bâtiments des HDL.

Le titulaire s'engage à fournir dans l'offre la procédure détaillée :

- de prise en charge des appels téléphoniques 24h/24.
L'heure et la date de la demande marquent le début des délais d'intervention et de réparation.
- du mode et du délai d'intervention en cas de panne.

2-2 Prestations entrant dans le cadre d'une gestion à bon de commande

Seront traitées sous forme de bons de commande, les prestations listées ci-après :

- La main d'œuvre et les fournitures pour les prestations de maintenance correctives : pièces détachées (prix unitaire remisé) et main d'œuvre comprise ;
- L'assistance technique : mise à jour de dossier d'identité, paramétrage des systèmes permettant l'intégration des nouveaux équipements liés à des travaux ou renouvellement d'installation, étude et proposition de projet détaillé et estimé financièrement pour les travaux de renouvellement d'installation, opérations d'adaptations simples, fourniture d'équipements
- Toutes les interventions faisant suite à des actes de malveillance ou de dégâts (accident, choc, feu, foudre, eau).

2-3 Qualifications de l'entreprise et de ses personnels

Le titulaire est réputé avoir une parfaite connaissance de la constitution des bâtiments, de la consistance des équipements et installations dont il doit assurer la maintenance, des conditions particulières d'intervention liées à la sécurité et à la spécificité des bâtiments.

Il devra répondre aux aspects réglementaires des normes concernant le SSI.

Dans son offre, le titulaire devra justifier de tout ou partie des certifications et qualifications imposées par les normes.

Compte tenu des installations faisant l'objet du présent CCTP dont la particularité est d'agir pour la sécurité des personnes et des biens, les équipes d'intervention doivent compter des techniciens compétents en électronique et automatisme, et participer régulièrement à des stages de mise à niveau sur les différents équipements.

L'ensemble du personnel intervenant sur les différents sites doit disposer d'une qualification professionnelle sur les systèmes électriques courants faibles et courants forts. Les opérateurs devront détenir une habilitation électrique niveau B.R. (chargé d'intervention).

Le personnel doit être apte à intervenir sur les systèmes de plusieurs constructeurs.

Le reconditionnement des détecteurs se fera selon les préconisations du constructeur.

Les opérations de maintenance corrective doivent être réalisées par un personnel habilité pour intervenir sur les systèmes de sécurité incendie aux niveaux d'accès III ou IV tels que définis dans la norme NF S 61 – 933.

Le titulaire devra préciser le nombre et la qualification des personnels susceptibles d'intervenir. Il fournira notamment, pour chacun de ses personnels intervenant, le curriculum vitae où seront clairement mentionnés les niveaux de qualification et d'habilitation décrits ci-dessus.

2-4 Evolution de la consistance du parc

L'annexe financière du marché public mentionne l'inventaire du parc des équipements soumis à une maintenance de type forfaitaire, tel qu'existant à la date de signature du marché. Ce parc est susceptible d'évoluer tout au long de la durée du marché, par :

- l'ajout d'équipements bénéficiant des prestations prévues au marché : il s'agit appareils initialement sous garantie ou acquis au cours du présent marché, et qui sont inclus dans le marché à compter de la date d'expiration de la garantie ;
- le retrait d'équipements bénéficiant des prestations prévues au marché : ces appareils ne donnent alors plus lieu à facturation.

Lorsque les modifications de parc consistent en des suppressions d'équipements ou des ajouts d'équipements identiques ou semblables à ceux prévus au marché et soumis à un tarif de maintenance déjà prévu au marché, ces modifications se traduisent par une mise à jour, au moins une fois par an, de l'annexe financière, basée

sur le nouvel état du parc constaté par le Titulaire et le Pouvoir Adjudicateur, sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant.

Le montant facturé est calculé au prorata temporis, en tenant compte de la date effective d'ajout ou de retrait de l'équipement.

En cas d'ajout d'équipements soumis à des conditions tarifaires nouvelles, non prévues au marché initial, l'intégration de ces équipements et de leurs tarifs de maintenance, donnera lieu à la signature d'un avenant.

Le Titulaire indique dans son offre et au cours de l'exécution du marché, les équipements pour lesquels la maintenance est susceptible de ne plus être assurée jusqu'au terme du marché, en raison de leur obsolescence annoncée par leur fabricant, notamment du fait de l'arrêt de fabrication des pièces détachées.

2-5 Evolution technologique

En cas d'évolution technologique et/ou de consistance du parc durant la période d'exécution du marché, le Titulaire aura la possibilité, après accord du Pouvoir Adjudicateur, de remplacer les équipements faisant l'objet du marché par des produits plus performants ou d'inclure au présent marché des produits similaires de technologie nouvelle, à condition que le Titulaire s'engage à maintenir, pour le moins, le prix qu'il aura consenti lors du dépôt de son offre pour le lot considéré, tout en le justifiant par un nouveau certificat d'exclusivité.

En cas d'évolution technologique majeure, d'évolution des techniques médicales, de soins ou d'analyse ou d'évolution réglementaire, le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché sans indemnité après préavis de 3 mois.

2-6 Sous-traitance

La sous-traitance des prestations du marché ne peut être admise qu'avec l'accord express des représentants des HDL.

Le titulaire devra impérativement préciser le nom des sous-traitants, les prestations concernées, le montant correspondant dans son offre. Il fournira également les habilitations et certifications nécessaires à l'exécution de la prestation.

En tout état de cause, la responsabilité du titulaire reste, conformément au Code de la Commande Publique, entière pour les travaux sous-traités.

2-7 Consommables et pièces détachées

Le titulaire prend à sa charge les produits et ingrédients, les petits matériels (voyants, relais, capteurs, gaz test, contacts, fusibles, contacteurs, visserie et petite boulonnerie, etc.), les outillages et appareils de contrôle nécessaires à l'exécution des prestations.

Les consommables répondront aux normes en vigueur, ils seront d'origine constructeur ou de qualité supérieure.

Les pièces détachées de remplacement seront conformes aux pièces d'origine, pour autant qu'elles existent toujours sur le marché et que l'évolution des techniques ne permette pas l'installation de pièces plus perfectionnées ou de rendement supérieur. Tout changement de caractéristiques, doit être immédiatement signalé aux Services Techniques ainsi qu'au Service Sécurité. Dans tous les cas, les pièces devront être des pièces dites équivalentes aux pièces d'origine, et le titulaire devra respecter les règles d'associativité entre matériels.

Il appartient au titulaire de réaliser en temps voulu les démarches nécessaires pour l'achat de ces produits et matériels compte tenu des délais d'approvisionnement.

Le titulaire prendra les dispositions qui s'imposent auprès de ses fournisseurs afin d'être approvisionné en pièces détachées dans des délais compatibles avec les délais d'exécution des prestations.

Le titulaire prend à sa charge le coût des pièces détachées dans le cadre du forfait pour la maintenance préventive et fonctionnelle (exemple : batteries, piles, etc.).

Pour le reste, le coût des pièces détachées nécessaires à la maintenance curative sera pris en charge par les HDL sauf dans le cas où le remplacement de cette dite pièce détachée serait dû à un manquement de maintenance préventive et fonctionnelle.

2-8 Définition des niveaux de maintenance

Les niveaux de maintenance sont au nombre de cinq et définis comme suit :

1er niveau

Actions simples nécessaires à l'exploitation qui ne nécessitent pas d'outillage et réalisées sur des éléments facilement accessibles en toute sécurité avec d'éventuelles instructions d'utilisation.

2ème niveau

Actions qui nécessitent des procédures simples et/ou des équipements de soutien (intégrés au bien ou extérieurs) d'utilisation ou de mise en œuvre simples.

Ce type d'action de maintenance est effectué par du personnel qualifié.

Rappel : Un personnel est qualifié lorsqu'il a reçu une formation lui permettant de travailler en sécurité sur un équipement présentant certains risques potentiels, et est reconnu apte pour l'exécution des travaux qui lui sont confiés, compte tenu de ses connaissances et de ses aptitudes.

3ème niveau

Actions qui nécessitent des procédures complexes et/ou des équipements de soutien portatifs, d'utilisation ou de mise en œuvre complexes.

Ce type d'opération de maintenance est effectué par un technicien qualifié, à l'aide des procédures détaillées et des équipements de soutien prévus dans les instructions de maintenance.

4ème niveau

Opérations dont les procédures impliquent la maîtrise d'une technique ou technologie particulière et/ou la mise en œuvre d'équipements de soutien spécialisés.

Ce type d'opération de maintenance est effectué par un technicien ou une équipe spécialisée, avec l'aide de toutes les instructions de maintenance générales ou particulières.

Pour la maintenance du SSI, le titulaire devra apporter la preuve qu'il est en capacité d'assurer ce niveau de maintenance soit par une habilitation « constructeur » de ses techniciens ou directement par le constructeur.

5ème niveau

Opérations dont les procédures impliquent un savoir-faire, faisant appel à des techniques ou technologies particulières, des processus et/ou des équipements de soutien industriel.

Par définition, il s'agit de maintenance « constructeur », qui est réalisée par le constructeur ou par une société spécialisée, avec des équipements de soutien définis par le constructeur et donc proches de la fabrication.

Pour la maintenance du SSI, le titulaire devra apporter la preuve qu'il est en capacité d'assurer ce niveau de maintenance soit par une habilitation « constructeur » de ses techniciens ou directement par le constructeur.

2-9 Organisation et description des opérations de maintenance préventive

Sera traité forfaitairement dans le cadre de la maintenance préventive, l'ensemble des prestations nommées ci-dessous, comprenant les coûts de déplacements, de main d'œuvre, de fourniture de matériels et/ou de

l'outillage nécessaires aux prestations suivantes : la vérification préventive annuelle et semestrielle des SSI conformément à la norme NF S 61-933, y compris les mesures annuelles des débits de désenfumage (Article DF 10 ou dernier indice en vigueur).

Dans le cadre de son obligation de résultats (cf. chapitre 5 du présent CCTP), le titulaire du marché devra remédier aux anomalies constatées afin que tous les matériels soient toujours dans un état de fonctionnement optimum, proche de l'état neuf.

Par ailleurs, il devra informer l'établissement de la nécessité de remplacer un matériel définitivement inutilisable dans un délai tenant compte des délais de réapprovisionnement.

Les visites se feront pendant les heures ouvrées (8h – 16h) du lundi au vendredi. Les techniciens effectuant la visite de maintenance seront obligatoirement accompagnés par un agent du service sécurité incendie ou technique en accord avec lequel un planning d'intervention sera établi. Ce planning sera contractuel pour la période en cours.

Ces agents seront affectés aux réarmements des DAS, à l'aide au perchage des détecteurs, à la gestion des dossiers SSI, ou toute autre mission permettant de faciliter l'intervention du technicien. En aucun cas, ils ne pourront se substituer aux opérations de maintenance réalisées par le technicien sur les équipements (ECS – CMSI) et matériels associés au SSI.

Les opérations de maintenance préventive devront être réalisées en continuité pour l'ensemble des installations dès lors que la visite aura débuté.

Ces visites devront comprendre les opérations suivantes :

- Le déplacement et la main d'œuvre,
- Le test de l'ensemble des détecteurs automatiques d'incendie,
- Le test des déclencheurs manuels,
- Le contrôle et essais des indicateurs d'action,
- Les essais réels de chaque zone de détection,
- Le contrôle des tensions élémentaires et des protections,
- Le contrôle des connexions,
- Le contrôle de la 3^{ème} source par action sur bouton poussoir (remplacement éventuel),
- Le contrôle des fonctions d'exploitation alimentation secours/puissance batteries,
- Le contrôle de l'état des lignes des détecteurs, isolement, courant de garde, courant d'alarme,
- Les essais réels des dispositifs actionnés de sécurité (extracteurs et volets de désenfumage, exutoires, clapets, portes coupe-feu),
- Les essais réels de centralisateurs de mise en sécurité incendie,
- Les essais de tous les reports d'alarme,
- Les essais réels de diffuseurs sonores (alarme générale et sélective),
- Les essais sur dérangement de chaque boucle,
- Le contrôle des alimentations électriques de sécurité (batteries) et leur remplacement éventuel. En tout état de cause, les batteries devront être remplacées obligatoirement tous les 4 ans,
- La mise en fonctionnement en secours,
- Le contrôle des tensions et courants,
- Le contrôle du chargeur automatique,
- Le reconditionnement des détecteurs automatiques d'incendie d'après les préconisations constructeurs*
- La reprise des programmations des centrales suite à modification ou changement d'affectation des locaux, ainsi que la mise à jour des logiciels par une personne ou une entreprise agréée par le constructeur qui devra en fournir les justificatifs,
- L'impression papier et l'archivage numérique des programmations des SSI sur clés USB,
- L'essai de toutes les fonctions et de tous les DAS,
- Le contrôle du fonctionnement non-stop des ascenseurs ainsi que leur programmation,

- Le contrôle de signalisation des DAS et des contrôles de position sur le CMSI,
- L'essai de fonctionnement des mécanismes manuels (éléments autonomes),
- Le contrôle visuel d'aspect général de l'installation,
- La vérification de l'accessibilité des commandes,
- La vérification du bon état général des vitres sur coffret,
- La lubrification des poulies de renvoi et des mouflages sur câble,
- Le contrôle du temps d'ouverture des exutoires,
- Le contrôle de la fermeture,
- La tension des câbles,
- La fermeture et mise en place des sécurités sur coffret,
- Le plombage,
- L'abonnement à une astreinte technique H24 permettant de mobiliser le personnel compétent sous 4 heures.

*Reconditionnement des détecteurs dans la cadre de la maintenance préventive

Cadre réglementaire et technique : NFS 61 933 et préconisations du constructeur.

Le prestataire fournira les prescriptions du constructeur stipulant la périodicité maximum de changement des détecteurs en fonction de leur type. Ils seront remplacés et reconditionnés par celui-ci ou par une entreprise agréée par le constructeur.

Les détecteurs remis en place devront être munis de la vignette bleue NF de remise en service, indiquant qu'il s'agit bien d'un matériel reconditionné. L'année de reconditionnement doit être précisée.

Une attestation de remplacement de matériel sera fournie, elle indiquera le nombre de détecteurs remplacés et le nombre de détecteurs récupérés.

Un plan d'action année par année sera proposé et suivi par le titulaire (tableau de suivi) faisant apparaître le site, le bâtiment, le nombre de détecteurs, la technologie des détecteurs, ...

A titre indicatif, l'échéancier de reconditionnement pour les HDL est communiqué en annexe 1 du présent document.

Organisation du changement des détecteurs :

Avant tout changement de détecteur, le titulaire réalisera un contrôle du taux d'encrassement des détecteurs à remplacer et notera ses résultats sur un rapport détaillé à la demande des HDL. Le titulaire remplacera ces détecteurs et fournira un nouveau certificat attestant du taux d'encrassement des nouveaux dispositifs mis en place.

Les campagnes de changement de détecteurs s'effectueront en une seule fois dans le cadre de la visite annuelle T1 afin de limiter les redondances de test.

La campagne de changement de détecteur se fera en partenariat avec un agent des HDL.

A la fin de chaque journée de changement, les tests seront réalisés en essai et en réel afin de s'assurer du bon fonctionnement des détecteurs.

2-10 Organisation et description des opérations de maintenance corrective

Les opérations de maintenance corrective ont pour objet l'intervention pour dépannage, réparation de matériel détérioré ou tout dysfonctionnement des installations ne leur permettant pas de remplir pleinement leur rôle.

Elle intègre la maintenance palliative (dépannage même provisoire) et la maintenance curative (opérations destinées à remettre en ordre de marche une installation).

Les délais d'interventions sont décrits à l'article 5.1.

2-11 Gestion de l'organisme de contrôle

Les HDL se réservent le droit de faire effectuer par un organisme de contrôle agréé de son choix les expertises nécessaires.

Le titulaire du marché s'engage à suivre cet organisme lors des visites triennales de celui-ci.

Si les vérifications révèlent que l'entretien n'est pas effectué conformément aux prescriptions du marché, le titulaire dispose de 5 jours calendaires à compter de la visite pour effectuer la levée des réserves émises par l'organisme de contrôle et en informer par écrit le responsable des services techniques.

2-12 : Rapports de vérification – Suivi du contrat - Réunions

Rapports de vérification / sauvegarde des données

Le titulaire du marché assurera la traçabilité de ses interventions préventives, correctives et d'astreinte technique de la manière suivante :

Pour la maintenance préventive :

Le Titulaire établira un rapport semestriel de visite détaillé des opérations effectuées suivant la norme NF S 61 933, pour chaque SSI.

Rapports semestriels de visite :

Une version dématérialisée des rapports semestriels sera transmise dans un délai maximal de deux semaines après visite à la Direction du Patrimoine du CHCP/HDL (technique@ch-saintgaudens.fr ; jm.lafont@hopitauxluchon.fr).

Ce document mentionnera :

- La date, le lieu, le site et le nom du technicien,
- Le nom du bâtiment concerné,
- La référence, le type et le nombre d'équipements installés (SDI, CMSI, DAI, DM, IA, TRE, AGS, Dif. Lumineux, Diffuseur Sonore, MEA, Batterie...),
- La date des DAI installés et également la date des prochains reconditionnements,
- Les examens, inspections, essais et contrôles effectués,
- Les observations relevées...

Pour la maintenance corrective et l'astreinte technique :

Le Titulaire établira un rapport de visite pour chaque intervention corrective réalisée dans le cadre des demandes d'interventions ponctuelles ou d'astreinte technique et téléphonique.

Ce document mentionnera :

- La date, le lieu et le nom du technicien,
- Le type d'installation,
- Les observations relevées,
- Les opérations de maintenance effectuées,
- Le nombre d'heures d'intervention (heure d'arrivée et de départ).

Disposition commune : Sauvegarde des données

Afin d'assurer la sauvegarde des programmations et des historiques logiciels SDI et CMSI, le titulaire du marché :

- mettra en place dans chaque SSI, 1 clé USB. Ce dispositif de sauvegarde sera mis à jour lors de chaque intervention ou maintenance. Il sera laissé dans chaque centrale incendie (ECS).
- Ou justifiera d'un moyen de stockage avec possibilité de récupération de programmations antérieures.

Suivi du contrat

Le titulaire du présent marché devra mettre en place une plateforme d'aide au diagnostic et à la maintenance en ligne de nos installations permettant :

- De lancer et de consulter les demandes de dépannage,
- De consulter le planning de maintenance,
- De générer et analyser des états statistiques,
- De visualiser les bilans annuels d'activités,
- De gérer notre espace documentaire...

Réunions

Des réunions périodiques auront lieu au besoin entre le titulaire et le ou les responsable(s) de la Direction du Patrimoine du CHCP/HDL.

Réunion de lancement :

Une réunion de lancement sera organisée sur site (Hôpitaux de Luchon) suite à la notification du marché. Elle permettra au titulaire de faire la connaissance des interlocuteurs des HDL et des différentes installations à maintenir. A l'issue de cette réunion, le plan de prévention et planning annuel seront validés par la Direction du Patrimoine.

Réunion annuelle bilan de l'année écoulée

La réunion annuelle bilan de l'année écoulée se déroulera sur site, aux Hôpitaux de Luchon.

Le titulaire fournira un bilan technique et financier annuel des opérations réalisées sur l'année écoulée (maintenance, intervention corrective et astreinte technique).

Le titulaire proposera les axes de progrès et d'amélioration, la qualité et la sécurité et un bilan technique.

A l'issue de chaque réunion, le prestataire établira le compte rendu de réunion et en transmettra un exemplaire au CHCP/HDL dans les 15 jours suivant la réunion.

3- REGLEMENTATION ET NORMES

Le marché sera exécuté conformément aux prescriptions du règlement de sécurité contre les risques d'incendie dans les établissements recevant du public et plus particulièrement aux dispositions particulières des établissements de type U et J.

Le présent marché devra être exécuté dans le respect des normes relatives aux systèmes de sécurité incendie:

NFS61-931
NFS61-932
NFS61-933
NFS61-934
NFS61-935
NFS61-936
NFS61-937
NFS61-938
NFS61-939
NFS61-940
NFS61-950

Cette liste n'est pas exhaustive, les normes françaises restent applicables à l'ensemble des prestations.

4- ETAT DES INSTALLATIONS

La description des installations et des matériels installés est listée à titre indicatif en annexe du présent CCTP.

Le titulaire reconnaît explicitement avoir disposé de tous les éléments lui permettant d'apprécier et d'évaluer sous sa pleine responsabilité les prestations faisant l'objet du marché.

Il ne pourra en aucune façon arguer d'un manque de connaissance ou de l'insuffisance de l'état technique des installations ou de leur entretien passé pour remettre en cause le montant forfaitaire du marché.

Le titulaire prend donc en charge l'ensemble des installations en l'état à la date d'entrée dans le marché.

5- ASTREINTE TECHNIQUE ET OBLIGATION DE RESULTAT

Objectif

L'astreinte technique a pour objet de permettre aux installations de sécurité incendie associées aux SSI du présent CCTP, de continuer l'exploitation en mode normal ou dégradé en cas de défaillance volontaire ou involontaire du système et ce, conformément aux textes réglementaires et normes en vigueur.

Pour le fonctionnement en mode dégradé, le prestataire proposera des solutions palliatives qui devront faire l'objet d'une validation du responsable technique et pour les heures non ouvrées du technicien de garde.

Les manquements aux obligations ci-dessus engendreront des pénalités définies dans le CCAP du présent marché.

Le fonctionnement en mode dégradé constitue l'obligation minimale du titulaire, requise pour assurer la continuité du service public hospitalier. Ce fonctionnement sera clairement décrit dans l'offre.

Délai

Les interventions en astreinte technique devront avoir lieu dans un délai de 4 heures suivant l'appel réalisé par les Hôpitaux de Luchon au numéro d'astreinte.

Si le titulaire intervient en dehors de ce délai, des pénalités de retard lui seront appliquées conformément au CCAP.

Numéro d'appel

Le titulaire du marché disposera d'un ou de plusieurs numéros d'appel dédiés aux astreintes. Il sera précisé dans le mémoire technique. Le numéro d'appel ne devra être en aucun cas une réponse automatique ou un serveur vocal.

Période de Couverture

La période couverte par l'astreinte technique est :

- Du lundi au vendredi, de 17h à 8h,
- Les samedis, dimanches et jours fériés – 24h/24

Compte tenu de la nature des installations concernées et donc du caractère sensible que revêt le présent marché, il a été retenu la notion d'obligation de résultats de la part du titulaire.

Le SSI devra fonctionner 24 heures sur 24, 7 jours sur 7. Le titulaire doit assurer les dépannages 24h/24h.

Toutefois, afin d'éviter des interventions nocturnes de moindre importance, les dépannages ne pouvant pas être réalisés avant 20 h (appel passé après 16h), pourront être différés au lendemain 8 h, cela en accord avec le technicien d'astreinte des HDL.

Les obligations de résultats détaillées ci-dessous sont fixées à la fois :

- Pour les opérations de maintenance préventive (systématique) car celles-ci ont pour objectif de minimiser le nombre de pannes sur les installations en maintenant le niveau de performance des équipements c'est-à-dire la conservation des caractéristiques nominales des équipements. De même, ces opérations assurent une meilleure longévité du matériel.

Dans le cadre de la maintenance préventive, le titulaire se conformera aux dates et horaires de visite imposés par les Hôpitaux de Luchon.

- Pour les opérations de maintenance corrective (dépannage, réparation) car tout incident sur les installations objet du présent marché peut avoir des conséquences indésirables et nécessite une réactivité importante de la part du titulaire. Le titulaire a pour obligation d'intervenir sans limitation de nombre, de réparer et de redémarrer les installations techniques dans les délais les plus brefs. Le tableau ci-dessous présente les obligations de résultats du présent marché en la matière (heures ouvrées).

Temps d'intervention	Temps de dépannage	Temps de réparation
4 H	8 H	72 H

- ✦ « Temps d'intervention » : comprend la durée entre l'heure de l'appel téléphonique et l'arrivée sur site du personnel d'astreinte afin d'établir son diagnostic et prendre les décisions nécessaires.
- ✦ « Temps de dépannage » : correspond à la durée nécessaire pour la remise en fonction même provisoire de l'installation.
- ✦ « Temps de réparation » : correspond à la durée nécessaire pour la remise en fonction définitive de l'installation (remplacement des pièces défectueuses conformément au paragraphe 2.5).

Le titulaire du marché devra s'engager sur les points suivants :

- Le temps d'indisponibilité des installations,
 - La traçabilité des interventions,
 - La capacité à mobiliser les moyens humains, techniques et de fourniture nécessaires.
- Le temps d'indisponibilité correspond à la durée cumulée sur un an, des périodes pendant lesquelles le système ou équipement concerné n'a pas rempli sa fonction ; ces durées sont à compter entre l'heure de l'appel téléphonique auprès du service « astreinte » du titulaire et le temps de dépannage tel que défini ci-dessus. Ce temps d'indisponibilité sera mentionné dans le rapport annuel que fournira le titulaire aux Services techniques des HDL.

En réponse à ces obligations contractuelles, le titulaire doit fournir une proposition technique adaptée et mettre en place une organisation professionnelle et solide.

6- CONDITIONS D'INTERVENTION

6-1 : Permis feu

Si l'intervention sur les équipements nécessite l'emploi de poste de soudure, l'utilisation de produits ou de procédés susceptibles de dégager des vapeurs toxiques ou des travaux pouvant provoquer des étincelles ou par point chaud, le titulaire est tenu de demander un permis feu auprès du responsable de la sécurité incendie des Services Techniques des HDL et autres procédures relatives qui serait de nature à perturber l'activité Hospitalière.

Le titulaire prendra toutes les précautions et les dispositifs de protections nécessaires lors de ses interventions.

6-2 : Accompagnement du prestataire

Un technicien des HDL pourra éventuellement assister le titulaire afin de lui faciliter l'accès aux locaux et à l'aider dans l'exécution de certaines tâches (contrôle auditif des organes sonores, remontée d'informations lors des essais des détecteurs et déclencheurs manuels...).

Il est à noter que cet accompagnement sera ponctuel et en aucun cas systématique à chaque intervention. Le titulaire précisera dans son offre les tâches pour lesquelles cet accompagnement sera éventuellement nécessaire.

6-3 : Amiante

Les dossiers techniques amiante des HDL sont à la disposition des intervenants en cas de nécessité de percement ou sciage de matériaux au sein de l'établissement. Il est précisé que la cartographie fournie en annexe du plan de prévention est évolutive et qu'il appartient au titulaire de vérifier la possibilité ou les modalités d'intervention sur des matériaux amiantés.

De même, la fourniture des EPI réglementaires pour ce type d'intervention est à la charge du titulaire du marché.

6-3 : Mise à disposition des locaux

Les HDL ne mettent pas de locaux à la disposition exclusive du Titulaire.

Toutefois, en cas de besoin ponctuel et particulier, les HDL pourront étudier cette possibilité pour faciliter l'exécution de la mise à disposition.

6-7 : Remise en place des équipements après intervention

Lorsqu'une intervention nécessite le déplacement ou la dépose d'équipements pour accéder à l'organe en cause (plaques de faux-plafond, grilles, dalles de faux-plancher, mobiliers, etc.), le titulaire est tenu de remettre en place l'ensemble desdits équipements. En fin d'intervention, les lieux doivent être dans l'état d'origine.

Ces dispositions s'appliquent également entre une intervention en dépannage et une intervention en réparation, si celles-ci n'ont pu être effectuées simultanément.

En aucun cas, les équipements déposés ou déplacés et qui sont visibles à l'œil nu, ne doivent rester même provisoirement en l'état en dehors du temps d'intervention, sauf accord des HDL.

6-8 : Nettoyage des équipements et des locaux

Le Titulaire assure le maintien en parfait état de propreté des ensembles suivants :

- Locaux techniques recevant les installations, objet du présent marché, aux divers niveaux du site ;
- Autres locaux, après une intervention d'entretien ou de dépannage, si cette dernière a entraîné des souillures sur les divers revêtements des locaux (murs, sols, plafonds).

Ces dispositions sont prises en vue d'assurer la bonne conservation dans le temps des locaux et du matériel existant. Le titulaire doit donc la fourniture et l'utilisation de tous les équipements de nettoyage adaptés.

6-9 : Obligation en matière environnementale

Le titulaire respectera la réglementation en vigueur concernant la récupération, le recyclage ou l'élimination des déchets liés aux prestations de maintenance qui lui sont confiées. Le transport, le stockage, le recyclage ou l'élimination des déchets sont à la charge du titulaire.

Le titulaire doit évacuer immédiatement, après les travaux ou opérations d'entretien, l'ensemble des déchets, gravats, détritiques, emballages, matériels démontés, équipements réformés et leur transport aux décharges publiques ou dans les locaux des Hôpitaux de Luchon pour les équipements qui pourraient être récupérés à la demande de l'établissement.

Les HDL peuvent autoriser le titulaire à déposer certains déchets de faible importance dans les conteneurs du local poubelles.

La décision en est prise lors des réunions techniques.

Le stockage des déchets en dehors des lieux prévus à cet effet et, en particulier, dans les divers locaux techniques, les couloirs ou les circulations en étage, ou à l'extérieur du site, est interdit.

Les HDL pourront faire évacuer par toute entreprise de son choix et ce, à la charge du titulaire, tout dépôt constaté en lieu interdit.

6-10 : Utilisation des équipements des Hôpitaux de Luchon

Il appartient au titulaire d'avertir tout intervenant dont il a la responsabilité, que l'usage des matériels et équipements qui renferment les locaux et bureaux, notamment des appareils téléphoniques et des machines à photocopier lui est strictement interdit, sauf dérogation particulière et formelle des HDL.

Les Services Techniques des HDL procéderont par sondage à l'évaluation de l'application des conditions d'intervention par le titulaire. Le non-respect de ces consignes soumettra le titulaire à l'application de pénalités définies dans le CCAP du présent marché.

6-11 : Confidentialité

Le titulaire s'engage, tant pour lui-même, que pour son personnel, à considérer comme confidentiels, à ne pas divulguer et à ne pas utiliser, toutes les informations et tous les documents dont il aura eu connaissance au titre de ce marché.

7- ANNEXE

ANNEXE 1

LISTE DES MATERIELS INSTALLES DE TYPE SIEMENS

Maison de Retraite Gabriel Rouy			
Désignation	Référence	Quantité	Observations
Système détection SIEMENS	Centrale FC 20	1	
Système mise en sécurité	CMSI STT 20	1	
Alimentation AES	A E S 24-48 B	1	
Batteries 12 volts	BAT12-12 Batterie 12V	4	
Batteries 12 volts	BAT12-7,2 Batterie 12V	4	
Détecteurs de fumée	FDO 221	249	2028
Détecteurs de chaleur	FDT 221	11	
Détecteur Linéaire de fumée	FDL 241-9	2	
Détecteur de fumée	FDOOT241-9	8	2032
Indicateur d'action	Indicateur d'action	121	
Déclencheur Manuel	FDME221	29	
Matériel déportés	MO20	1	
Matériel déportés	MEA20-24	3	
Matériel déportés	MEA20*48	7	
Sirène Avertisseur	A G S	11	
Tableau répétiteur	FT2011	8	
Carte pour STT20	MD20	1	
Module adressable pour CMSI	MEA20-24	3	
Module adressable pour CMSI	MEA20-48	7	
Ventouses Porte Coupe-feu	Ventouses Porte Coupe-Feu	12	
Clapet Coupe-Feu	Clapet Coupe-Feu	7	
Volet de Désenfumage	Volet de Désenfumage	30	
Coffret de Relayage ventilateur	Coffret de Relayage ventilateur	6	
Exutoire fumée	Exutoire fumée ATRIUM	1	
Fermeture électromagnétique	Fermeture électromagnétique	4	
Non-Stop Ascenseur	Non-Stop Ascenseur	3	

Centre de Rééducation Fonctionnelle			
Désignation	Référence	Quantité	Observations
Système détection SIEMENS	Centrale FC20	1	
Système mise en sécurité	CMSI STT20	1	
Alimentation électrique	Alimentation AES	3	
Batteries 12 volts	Batteries 12 12 Ah	2	
Batteries 12 volts	Batteries 12 17 Ah	6	
Batteries 12 volts	Batteries 12 36 Ah	4	
Détecteurs fumée Radio	DOW 1171	7	
Détecteurs fumée optique	FDO 221	244	Date butoir 2027
Détecteurs thermique	FDT 221	5	
Indicateur d'action	Indicateur d'action	96	
Déclencheur Manuel	FDME 221	38	
Sirène avertisseur	Sirène avertisseur	14	
Tableau répéteur	Tableau répéteur	6	
Ventouses Porte Coupe-feu	Ventouses Porte Coupe-feu	27	
Volet de Désenfumage	Volet de Désenfumage	24	
Commande Ouvrant en Façade	Ouvrant en Façade	3	
Coffret de Relayage ventilateur	Coffret de Relayage ventilateur	3	
Ventilateur Désenfumage	Ventilateur Désenfumage	3	
Non-Stop Ascenseur	Non-Stop Ascenseur	6	
Fermeture électromagnétique	Fermeture électromagnétique	4	

Maison de Retraite Noëlie Sécaïl ANTICHAN			
Désignation	Référence	Quantité	Observations
Système détection SIEMENS	Centrale FC20	1	
Système mise en sécurité	CMSI STT20	1	
Alimentation électrique	Alimentation AES	2	
Batteries 12 volts	Batteries 12 -12 Ah	8	
Batteries 12 volts	Batteries 12 -17Ah	4	
Détecteurs flamme	FDF 241-9	1	
Détecteurs fumée	FDO221	233	2027
Détecteurs thermique	FDT221	3	
Détecteurs fumée	FDOOT241-9	1	2029
Indicateur d'action	Indicateur d'action	91	
Déclencheur Manuel	FDME221	31	
Sirène avertisseur	Sirène avertisseur	44	
Tableau répéteur	Tableau répéteur	2	
Module adressable pour CMSI	MEA20-48	30	
Module arrêt technique	MEA20AT	1	

Porte Coupe-Feu	Ventouses Porte Coupe-Feu	18	
Clapet coupe-feu	Clapet coupe-feu	12	
Volet de Désenfumage	Volet de Désenfumage	27	
Fermeture électromécanique	Fermeture électromécanique	4	
Arrêt ventilation	Arrêt ventilation	1	
Commande BAES	Commande BAES	1	
Commande ouvrant en façade	Commande ouvrant en façade	12	
Coffret de Relayage ventilateur	Coffret de Relayage ventilateur	11	
Ventilateur Désenfumage	Ventilateur Désenfumage	11	
Non-Stop Ascenseur	Non-Stop Ascenseur	2	